

## FAITS ET CHIFFRES

# LA DÉLÉGATION DU CICR EN MAURITANIE

JANVIER - DÉCEMBRE 2017



**Le CICR mène des activités en République islamique de Mauritanie depuis 1970. Il y a ouvert une délégation en 2013. Le CICR visite les personnes détenues et s'efforce d'améliorer leurs conditions matérielles et de traitement en détention. Dans l'est du pays, il soutient les populations résidentes et réfugiées dans leurs besoins essentiels, tels que l'accès à l'eau et aux services vétérinaires. En coopération avec le Croissant-Rouge Mauritanien (CRM), dont il soutient la préparation aux urgences, le CICR offre des services pour le rétablissement des liens familiaux entre proches déplacés par les conflits. Le CICR promeut le respect du droit international humanitaire auprès des autorités et des porteurs d'armes.**

## DANS LES PRISONS

### Visite aux personnes privées de liberté



Le CICR a poursuivi ses visites aux personnes privées de liberté dans les prisons du pays, conformément à ses modalités de travail qui incluent, notamment, l'évaluation complète des lieux et la possibilité de s'entretenir en privé avec les

détenus. Il accorde une attention particulière aux personnes les plus vulnérables tels que les femmes, mineurs et les étrangers, ainsi que les personnes arrêtées en lien avec la sécurité. Le CICR a régulièrement présenté aux autorités des recommandations basées sur ses évaluations, tant sur des cas individuels que sur les moyens d'améliorer la gestion pénitentiaire et les réformes systémiques.



Participants à l'atelier sur le système pénitentiaire

Dans ses démarches, bilatérales et confidentielles, le CICR s'efforce de mobiliser toutes les autorités concernées et d'offrir des formations spécifiques au personnel en charge dans les différents domaines de la santé, nutrition, hygiène et assainissement en milieu carcéral, ainsi que sur le respect des droits humains.

- Organisation d'un atelier avec la Direction de l'Administration Pénitentiaire et des Affaires Pénales (DAPAP) sur le système pénitentiaire et ses enjeux sécuritaires face aux droits fondamentaux des détenus. Pour la première fois, **40** participants regroupant à la fois du personnel de la DAPAP, de la Justice et de la Garde nationale en charge des prisons, y ont débattu des problèmes concrets rencontrés et ont élaboré des recommandations sur la base des bonnes pratiques identifiées.
- Un groupe de travail DAPAP et Garde nationale s'est constitué avec l'appui technique du CICR, pour rédiger un guide du détenu visant à vulgariser les droits et devoirs de tous les acteurs en détention, pour faciliter la vulgarisation des principes de base de gestion et de comportement.
- Plus de **2'000** détenus ont été visités en 2017 par les équipes multidisciplinaires du CICR dans **11** lieux de détention.

## Santé en détention



Sur la base de ses observations directes, le CICR a présenté des recommandations sur la qualité des soins et la santé en prisons, ainsi que sur la nutrition et la gestion de la chaîne alimentaire en milieu carcéral. Le personnel technique dans les lieux a reçu des conseils et formations techniques directes pendant les visites du personnel médical CICR, ainsi que des donations en intrants et en équipements.

- **20** visites de suivi des programmes de santé réalisées dans **6** lieux de détention (prisons de Dar-Naïm, Centrale, des Femmes à Nouakchott, ainsi que Rosso, Aleg, et Nouadhibou).
- **10** donations d'intrants médicaux dans ces prisons, avec lesquels le personnel technique a pu effectuer des milliers de consultations de malades et blessés sur place. Lorsque nécessaire, l'évacuation des cas les plus graves a été organisée en direction des hôpitaux de référence locaux.
- **6** séances de formation sur la gestion de la chaîne alimentaire et les outils appropriés de gestion de stock réalisées dans ces **6** maisons d'arrêt à pour le personnel technique tels que les cuisiniers et les infirmiers, le régisseur et le personnel de la garde nationale. Les détenus eux-mêmes y ont également été sensibilisés à travers leurs représentants.
- Avec les intrants nutritionnels et thérapeutiques fournis, et les formations techniques, le personnel technique a régulièrement examiné l'indice de masse corporelle des détenus, organisé la prise en charge de **26** détenus souffrant de malnutrition sévère et intégré **153** détenus dans un programme de lutte contre la malnutrition modérée.

## Eau et habitat en détention



Les autorités en charge des prisons ont régulièrement reçu le soutien du CICR dans la maintenance de l'hygiène et des systèmes d'assainissement des lieux sous leur responsabilité, en intrants comme en conseils techniques.

- Réhabilitation des cuisines et magasins d'entreposage de **5** lieux de détention pour faciliter la bonne gestion de la chaîne alimentaire pour les détenus.

- Deux campagnes de désinsectisation à la Prison Centrale, Dar Naïm, Prison des femmes, Aleg, Nouadhibou et Rosso pour améliorer les conditions d'hygiène de plus de **2'000** détenus.
- Donation de **5'359** produits et équipements pour la maintenance (pelles, brouettes, balais, râpeaux, seaux, racleuses, détergents, Javel et combinaisons de travail).
- Réhabilitation du nouveau site identifié par les autorités pour accueillir la Prison des femmes, inaugurée au premier semestre 2017, qui offre désormais un lieu séparé permettant une meilleure protection et prise en compte de la population carcérale féminine.
- Participation du directeur de la DAPAP et du Commandant du Groupement Spécial n°2 en charge de la sécurité des prisons à l'atelier organisé par le CICR à Dakar sur l'exploitation et la maintenance des infrastructures pénitentiaires en Afrique francophone, qui a permis l'échange d'expériences et d'expertises entre professionnels du milieu pénitentiaire.



Matériels de cuisine pour les prisons.

## POUR LES PERSONNES SEPARÉES DE LEURS PROCHES



En collaboration avec le Croissant-Rouge Mauritanien (CRM), le CICR a poursuivi ses efforts pour permettre aux familles séparées parmi les réfugiés à la frontière avec le Mali, de rétablir et maintenir le lien familial avec leurs proches dans la région.

- **109** appels téléphoniques ont été facilités dans le camp de Mberra.

### Accès à l'eau à Bassikounou



Dans le département de Bassikounou dans le Hodh Ech Chargui, les travaux d'ingénierie sur les réseaux hydrauliques se sont poursuivis, en soutien aux autorités et à la SNDE et de l'ONSER, qui font face à une forte augmentation des besoins en raison de l'augmentation de la po-

pulation depuis l'arrivée des réfugiés dans la zone.

- La réhabilitation des réseaux hydrauliques des villes de Bassikounou et du village de Fassala ont permis à **11'000** personnes d'avoir enfin un accès régulier à l'eau potable.
- Ces travaux étaient accompagnés de campagnes de promotion aux bonnes pratiques d'hygiène et de gestion de l'eau, menées avec les volontaires du CRM, auxquelles **1'250** personnes ont pris part.
- Pour faire face au déficit d'accès à l'eau hors saison des pluies pour le bétail, **2** mares de rétention d'eau ont été aménagées dans deux communautés d'éleveurs regroupant **900** personnes. Le creusement de ces points s'est fait avec la participation directe de **30** membres des communautés engagés contre une rétribution pécuniaire pour la durée des travaux.



Exercice Premiers Secours aux écoliers à Nouadhibou

## PROMOTION DU DROIT ET DES VALEURS HUMANITAIRES

 Le CICR a poursuivi sa mobilisation auprès des forces armées et de sécurité pour la promotion du respect du droit international humanitaire (DIH) et des principes fondamentaux des droits de l'homme dans le cadre de leurs opérations.

- **10** sessions d'information et sensibilisation sur les règles du DIH régissant la conduite des hostilités ont été organisées pour un total de **515** membres des forces armées, déployées aux frontières ainsi que pour les officiers en formation à l'Ecole nationale d'Etat-major de Nouakchott.
- Deux groupes de **150** gendarmes et de **50** militaires, appelés à être déployés dans le cadre de la force de maintien de la paix des Nations Unies en RCA, ont reçu chacun une formation sur les règles humanitaires entourant la conduite des hostilités et les opérations de maintien de l'ordre.
- Le manuel de formation sur le DIH, rédigé par les forces armées mauritaniennes avec le soutien technique et juridique du CICR, a été validé à la fin 2017 par le Ministère de la Défense. Couronnant un travail de **5** années, rédigé en français et arabe, et attentivement revu à la lumière du droit islamique, ce manuel constituera la pierre angulaire d'un projet visant à l'intégration directe de l'enseignement du DIH dans les cursus d'enseignement des hautes académies militaires du pays.

## COOPERATION AVEC LE CROISSANT-ROUGE MAURITANIEN (CRM)

 Le CRM a poursuivi, avec l'appui et en coopération avec le CICR, ses activités de premiers secours, préparation aux urgences et rétablissement des liens familiaux.

- **190** appels téléphoniques ont été organisés par le volontaires CRM basé au camp de Mberra en faveur de réfugiés séparés de leurs proches.
- **100** volontaires issus des **15** régions du pays ont participé à un Camp national du volontariat et du secourisme. Les ateliers ont porté sur les formations en secourisme, ainsi que sur les principes fondamentaux du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge, les principes humanitaires et ses convergences avec le droit islamique.
- **20** formateurs en premiers secours ont suivi un cycle de renforcement de capacité animé par l'expert régional du CICR, qui a appuyé la production des outils didactiques d'enseignement et leurs dotations en kits individuels.
- A l'occasion de la célébration de la journée du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge du 8 mai, une formation en premiers secours a également été organisée en faveur de **35** représentants de communautés de migrants, à Nouadhibou.



CICR

### Délégation de la Mauritanie

Ilot A 722 ZRA, BP 5110, Nouakchott  
République Islamique de Mauritanie  
T +222 45 24 47 38 F +222 45 24 46 97  
NOU\_Nouakchott@icrc.org www.icrc.org  
© CICR, mai 2018

### Bureau de Bassikounou

Ville de Bassikounou  
République Islamique de Mauritanie  
T +222 43 41 13 98 / 26 79 29 31  
tmugishobyandi@icrc.org

 facebook.com/icrc  
 twitter.com/icrc  
 instagram.com/icrc